

Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis sont de loin le plus important partenaire commercial du Canada. Nous entretenons avec ce pays la relation commerciale bilatérale la plus importante et la plus complexe du monde. Si nous voulons entrer dans le XXI^e siècle en bonne position, nous aurions tout intérêt à régulariser cette relation. À l'évidence, elle n'a pas évolué de façon optimale. Même si je me limitais à vous faire la liste des différends commerciaux entre nos deux pays pour les seules années 1980, j'y consacrerai une bonne partie du temps qui m'est alloué ce soir.

Confronté à cette situation, le gouvernement n'a pas opté pour les guerres commerciales sauvages. Il a choisi une approche positive. C'est ce qui explique que nous avons aujourd'hui un Accord de libre-échange que nous envient nos autres partenaires commerciaux. Cette entente nous donnera un accès ouvert et sûr au plus gros marché du monde. Elle comporte en outre un avantage non négligeable, dont les exportateurs commencent à peine à saisir toute la portée: notre compétitivité sur les autres marchés s'en trouvera renforcée.

L'Accord ne nous enlèvera rien de notre identité nationale; il ne fera qu'ajouter à notre prospérité, comme ce fut le cas pour la Grande-Bretagne par suite de son adhésion au Marché commun, ou encore pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande une fois qu'elles eurent conclu un accord commercial. L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est, en politique étrangère, l'une des plus grandes réalisations du présent gouvernement et, vous pouvez en être sûrs, l'une de ses plus durables.

L'ALE est pleinement compatible avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il viendra appuyer nos efforts de libéralisation des échanges dans le contexte de l'Uruguay Round. Enfin, il innove dans des domaines comme le commerce des services et l'agriculture, que nous espérons faire progresser dans les négociations multilatérales.

Nous mettons tout en oeuvre pour hâter l'avancement de ces négociations. Vous savez que la Conférence d'examen à mi-parcours de l'Uruguay Round aura lieu à Montréal en décembre. Au Sommet économique, le Canada cherchera à obtenir de ses partenaires un engagement à parvenir rapidement à des résultats lors de cette conférence. À Toronto, les leaders devront faire preuve de la volonté politique et de la créativité nécessaires si nous voulons récolter les fruits de la libéralisation du commerce.